



**HAL**  
open science

**”La réception des auteurs italiens dans la pensée politique espagnole au tournant des XVI e et XVII e siècles : le cas du Veriloquium en reglas de Estado de Tomás Cerdán de Tallada (Valencia, 1604)”**

Pascal Gandoulphe

► **To cite this version:**

Pascal Gandoulphe. ”La réception des auteurs italiens dans la pensée politique espagnole au tournant des XVI e et XVII e siècles : le cas du Veriloquium en reglas de Estado de Tomás Cerdán de Tallada (Valencia, 1604)”. *L’humanisme italien de la Renaissance et l’Europe*, 2010, 978-2-85399-766-9. <hal-01527090>

**HAL Id: hal-01527090**

**<https://hal.science/hal-01527090v1>**

Submitted on 23 May 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire HAL, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

# La réception des auteurs italiens dans la pensée politique espagnole au tournant des XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles : le cas du *Veriloquium en reglas de Estado* de Tomás Cerdán de Tallada (Valencia, 1604)

Pascal GANDOULPHE

CAER (EA 854) – Université de Provence

*L'objet de cette communication est de souligner l'importance des échanges et de la circulation des idées politiques dans l'Europe méditerranéenne, notamment entre les deux péninsules, italienne et ibérique, à un moment de leur histoire où leurs destins sont étroitement liés par l'emprise croissante que la Monarchie hispanique exerce sur une Italie politiquement morcelée.*

*On rappellera dans un premier temps quel fut l'apport des auteurs « civilistes » italiens dans l'élaboration d'une doctrine monarchiste, dans la deuxième moitié du XV<sup>e</sup> siècle en Espagne, puis comment a été reçue, interprétée, et tout à la fois assimilée et formellement rejetée, la pensée machiavélienne du pouvoir et du gouvernement. Enfin, on étudiera comment un auteur du début du XVII<sup>e</sup> siècle, le Valencien Tomás Cerdán de Tallada, dans son traité publié en 1604 et intitulé *Veriloquium en reglas de Estado*, interprète et assimile ces différentes influences, ainsi que celle, plus moderne, de l'œuvre de Giovanni Botero.*

La réflexion développée ici sur la réception des auteurs italiens dans le *Veriloquium*<sup>1</sup> de Tomás Cerdán de Tallada (1533-1614), s'inscrit dans une recherche plus large sur la pensée politique en Espagne, au tournant des XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles. Avant de rentrer dans le vif du sujet, il convient d'en rappeler brièvement les principaux courants.

Bon nombre d'œuvres politiques publiées aux XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles, en Espagne et ailleurs, ont fait du renforcement du pouvoir monarchique et de la recherche des moyens appropriés de l'action politique du monarque et de ses conseillers, l'objet de leurs réflexions, et de leurs inquiétudes, serait-on tenté de dire. Quelles que soient les réponses apportées par les différents auteurs, et quel que soit le degré d'autonomie qu'ils accordent à l'action politique vis-à-vis d'une morale qui ne peut être que chrétienne, les questions qu'ils posent sont suffisamment éloquentes pour ne pas y voir le signe évident d'un profond changement des temps, d'une évolution du pouvoir monarchique, de ses sources de légitimation et de ses moyens, et

---

<sup>1</sup> CERDAN DE TALLADA Tomás, *Veriloquium en reglas de Estado según derecho natural, canónico y civil, y leyes de Castilla...*, Valencia, Juan Crisóstomo Garriz, 1604. Il n'existe qu'une seule édition de cet ouvrage dont plusieurs exemplaires sont conservés dans différentes bibliothèques (Biblioteca Nacional de España : Sig. 2/16546; Bibliothèque Nationale de France : Tolbiac – Rez-de-jardin – magasin E\* 790).

de l'émergence de la politique comme science, à partir des différents outils conceptuels forgés par les philosophes de l'Antiquité, les sources bibliques et patristiques du christianisme ainsi que par les traditions juridiques issues du droit romain.

La connaissance des théories politiques du Siècle d'Or espagnol doit énormément aux brillantes synthèses de José Antonio Maravall qui constituent une référence dans ce domaine<sup>2</sup>. C'est d'ailleurs pour l'essentiel grâce aux travaux de cet historien espagnol que la philosophie politique espagnole a été portée à la connaissance des historiens et des philosophes français grâce à la traduction, en 1955, de sa *Teoría española del Estado en el siglo XVII* parue en 1944<sup>3</sup>. On peut regretter néanmoins que, malgré cette traduction et malgré les études nouvelles consacrées en Espagne à l'histoire des idées politiques, la pensée espagnole de la Renaissance et du Baroque demeure aussi peu connue de ce côté-ci des Pyrénées, comme l'atteste le peu de cas fait aux auteurs classiques ibériques dans la plupart des ouvrages publiés en France<sup>4</sup>, hormis ceux que l'on doit à quelques spécialistes de l'Espagne moderne<sup>5</sup>. Situation d'autant plus inexplicable, quand on sait ce que la pensée politique européenne doit aux apports des théories néo-thomistes forgées dans les universités espagnoles et à leurs développements dans les écrits de Juan de Mariana et de Francisco Suárez, pour ne citer que ces deux auteurs.

Il n'est pas vain de rappeler que les XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles sont une période faste pour la littérature politique espagnole. Les œuvres phares (celles des humanistes Luis Vives, Furió Ceriol et Fray Luis de León, des universitaires de l'École de Salamanque Francisco de Vitoria et Domingo de Soto, celles des jésuites Juan de Mariana, Pedro de Ribadeneira et Francisco Suárez, du biblisme, tels Arias Montano et ses épigones, des

---

<sup>2</sup> MARAVALL J. A., *Teoría española del Estado en el siglo XVII*, Madrid, Centro de Estudios constitucionales, 1944 ; ID., *Estado moderno y mentalidad social*, Madrid, Ed. de la Revista de Occidente, 1972 ; ID., *Utopía y reformismo en la España de los Austrias*, Madrid, Siglo XXI de España, 1982.

<sup>3</sup> La traduction, par Louis Cazes et Pierre Mesnard, a été publiée sous le titre *La philosophie politique espagnole au XVII<sup>e</sup> siècle dans ses rapports avec la l'esprit de la Contre-Réforme*, Paris, J. Vrin, 1955.

<sup>4</sup> RAYNAUD PH., RIALS S., *Dictionnaire de philosophie politique*, Paris, PUF, 1996 ; ZARKA Y. CH., *Philosophie et politique à l'âge classique*, Paris, PUF, 1998, et ID., *Raison et déraison d'État. Théoriciens et théories de la raison d'État aux XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles*, Paris, PUF, 1994.

<sup>5</sup> PEREZ J., *De l'humanisme aux Lumières. Études sur l'Espagne et l'Amérique*, Madrid, Casa de Velázquez, 2000 ; MILHOU A., *Pouvoir royal et absolutisme dans l'Espagne du XVI<sup>e</sup> siècle*, *Anejos de Criticón* 13, Toulouse, 1999 ; MECHOULAN H., *Raison et altérité chez Fadrique Furió Ceriol*, La Haye, Mouton, 1973.

*arbitristas* et des *tacitistes*, au premier rang desquels Álamos de Barrientos et Saavedra Fajardo, etc.) ont fait l'objet d'études, voire d'éditions critiques désormais classiques, ou bien sont le sujet de longs chapitres dans les principaux ouvrages consacrés à l'histoire des idées politiques.

Il n'en va pas de même de cette nébuleuse de traités divers, tombés dans l'oubli après avoir valu, peut-être, quelque succès à leurs auteurs. José Antonio Maravall, dans son étude générale sur la philosophie politique aux XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles, s'est efforcé d'embrasser un nombre important des traités de cette nature publiés à l'époque, et cette œuvre ambitieuse a permis de dessiner un cadre général de la pensée politique espagnole au Siècle d'Or, de dégager des courants et des sensibilités différentes. En revanche, mais cela découle des choix méthodologiques de Maravall, l'ampleur des sources brassées par l'érudit produit une analyse qui, parce qu'elle atteint de hauts degrés d'abstraction, tend à gommer les nuances et à simplifier la pluralité des sens que les différents auteurs donnent aux concepts qu'ils emploient. En outre, cette approche globale et globalisante ne permet pas de saisir avec précision la singularité de la pensée de chacun de ces auteurs que l'histoire des idées a longtemps considérés comme secondaires<sup>6</sup>.

Tomás Cerdán de Tallada est un de ces auteurs, auxquels les grandes synthèses sur la pensée politique en Espagne à l'époque moderne n'accordent que quelques lignes quand elles n'en taisent pas tout simplement le nom. Ses écrits, pourtant, ont connu à l'époque une assez bonne diffusion, comme l'attestent les inventaires de bibliothèques de juristes et d'hommes d'État de l'Espagne du Siècle d'Or. L'étude de la pensée d'un auteur *secondaire*, au regard de la postérité, nous semble intéressante à plusieurs égards<sup>7</sup>. Tout d'abord, parce que cela devrait permettre de mieux évaluer les influences reçues, la façon dont celles-ci ont

---

<sup>6</sup> Le renouveau de l'histoire des idées politiques a suscité de nouvelles approches dans l'historiographie espagnole actuelle. On citera l'ouvrage d'ARANDA PEREZ F. J., *Jerónimo de Ceballos : un hombre grave para la república. Vida y obra de un hidalgo del saber en la España del Siglo de Oro*, Cordoue, Universidad de Córdoba, 2001 ; ainsi que l'étude collective centrée sur le concept de raison d'État dans les écrits d'un certain nombre d'auteurs : PENA ECHEVERRIA J., CASTILLO VEGAS J., MARCANO BUENEGA E., SANTOS LOPEZ M., *La razón de Estado en España. Siglos XVI-XVII (Antología de textos)*, Madrid, Tecnos, 1998.

<sup>7</sup> Nous avons consacré à l'œuvre de Tomás Cerdán de Tallada une étude encore inédite présentée dans le cadre de l'HDR et intitulée : *Tomás Cerdán de Tallada, entre humanisme chrétien et utilitarisme politique. Étude du Veriloquium en reglas de Estado según derecho divino, natural, canónico y civil y leyes de Castilla ...*, Valencia, 1604, 229 p. Cette étude peut être consultée à la Bibliothèque universitaire de l'Université de Provence.

été comprises, assimilées ou interprétées, mais sans doute aussi, de mieux évaluer la part que ces auteurs, dits secondaires, ont pris dans la réflexion politique élaborée par les grands publicistes dont Francisco José Aranda Pérez a rappelé, justement, la propension à la compilation et à la synthèse, voire au plagiat<sup>8</sup>.

En second lieu, le profil, professionnel et politique, de ce juriste valencien mérite que l'on s'y intéresse<sup>9</sup>. À la différence des auteurs cités plus haut, qui enseignèrent dans les prestigieuses universités de la péninsule, ou qui occupèrent des fonctions au sommet de l'État, le docteur Tomás Cerdán de Tallada exerça toute son activité de juriste dans une simple audience territoriale, celle de Valence, et n'a jamais accédé à d'autres fonctions plus prestigieuses. En revanche, parmi les magistrats de l'audience de Valence, Cerdán fut l'un des rares à publier autre chose que des recueils de sentences directement inspirés de la pratique judiciaire, ou encore des commentaires inspirés par les sentences que d'autres juristes ont publiées, pratique qui était assez fréquente dans le milieu de la magistrature d'État<sup>10</sup>. En somme, Cerdán de Tallada apparaît comme un praticien du droit, certes, mais aussi comme un érudit soucieux de peser sur son époque par la diffusion d'une pensée dont le champ d'application se voulait bien plus large que celui des cours de justice où il exerça sa vie durant. C'est ce double ancrage, dans la théorie et dans la pratique, qui rend cet auteur, à nos yeux, particulièrement intéressant, d'autant que peu d'études ont été conduites sur ces personnalités de *second ordre* et sur leur production politique, en dehors de grandes synthèses citées plus haut<sup>11</sup>.

Enfin, la troisième raison qui nous conduit à nous intéresser au *Veriloquium en reglas de Estado* est sa date de publication : 1604. Si l'on consulte la liste des soixante et un auteurs étudiés par José Antonio

---

<sup>8</sup> ARANDA PEREZ F. J., « Los lenguajes de la *Declinación*. Pensamiento y discurso político en la España del Barroco », *La declinación de la Monarquía hispánica en el siglo XVII*, Cuenca, 2004, p. 811-842.

<sup>9</sup> José Antonio Maravall a relevé que nombre des publicistes dont il a étudié les traités politiques sont issus d'un milieu qu'on appellerait aujourd'hui « les serviteurs de l'État ». MARAVALL J. A., *La philosophie politique...*, *op. cit.*, p. 31-32. Le cas de Cerdán de Tallada est donc loin d'être singulier, mais rares sont les publicistes *secondaires* ayant fait l'objet d'études exhaustives.

<sup>10</sup> Le lecteur trouvera une présentation exhaustive de la production politico-juridique des juristes valenciens du XVII<sup>e</sup> siècle dans : GRAULLERA SANZ V., *Juristas valencianos del siglo XVII*, Valence, Biblioteca Valenciana, Generalitat Valenciana, 2003.

<sup>11</sup> On rappellera ici deux des rares études de ce type : ARANDA PEREZ F. J., *op. cit.*, *passim* ; MEGIAS QUIROS J. J., *La teoría política entre Edad Media y Edad Moderna, Alonso de Castrillo*, Cadix, Universidad de Cádiz, 1992.

Maravall dans sa *Teoría española del Estado en el siglo XVII*, que l'on prendra pour référence quoiqu'elle ne soit pas exhaustive, on constate que l'essentiel des œuvres mentionnées a été publié après 1610. Cinquante-deux des soixante et un auteurs ont été publiés après cette date ; dix d'entre eux ont été publiés entre 1610 et 1619. Avant 1610, on ne trouve que neuf auteurs, dont sept ont été publiés avant 1600, dans les dix années précédant le changement de siècle. La première décennie du XVII<sup>e</sup> siècle semble être la moins fertile en publications politiques, du moins, dans la liste non exhaustive fournie par Maravall, où il n'en figure que deux, dont le *Veriloquium* de Cerdán de Tallada. C'est donc dans ce moment, que l'on peut qualifier de *creux*, de l'histoire de la production d'écrits politiques que le magistrat valencien publie son traité. Cette raréfaction des publications politiques qui est manifeste au début du XVII<sup>e</sup> siècle correspond en outre à une étape de transition qui précède l'émergence de ce courant de la pensée politique que l'histoire des idées appelle le *tacitisme* et dont le point de départ serait la publication des *Aforismos* de Baltasar Àlamos de Barrientos en 1614. Même si les commentaires de Juste Lipse ont obtenu un écho non négligeable dans les cercles d'érudits.

En effet, on peut dire que le trait saillant des écrits politiques du tournant des XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles est d'illustrer une sorte de crise des modèles qui ont contribué à façonner la pensée politique jusqu'alors : la scolastique néo-thomiste de l'École de Salamanque, le courant *politique* issu du machiavélisme, et l'humanisme chrétien qui doit énormément à la diffusion et à l'interprétation de l'œuvre Érasme en Espagne.

D'une part, si les sources de la pensée scolastique constituent un apport essentiel à la pensée politique de l'époque, force est de constater que les auteurs qui nous intéressent, dont Cerdán de Tallada, et qui pour la plupart sont issus des universités juridiques de la péninsule, prennent leurs distances vis-à-vis d'une méthode fondée sur l'interprétation et sur la glose d'un savoir livresque et mettent en application, d'une façon plus ou systématique, d'autres démarches fondées sur l'observation et sur l'expérience pratique.

D'autre part, la forte tonalité anti-machiavélienne qui n'est pas, soit dit en passant, plus virulente en Espagne qu'ailleurs en Europe, en France ou en Italie notamment, s'accompagne souvent, chez ceux-là mêmes qui s'emploient à pourfendre l'impiété de Machiavel, de la reconnaissance implicite de ce qui fait l'essentiel de son apport à la réflexion sur le pouvoir du Prince: la volonté de rationalisation de la politique et, par conséquent, son autonomisation, certes plus ou moins marquée selon les auteurs, par rapport au cadre théologique dans lequel elle était pensée avant la rupture opérée par l'humaniste florentin. Ce paradoxe n'en est un, que si l'on

persiste à aborder ces discours sous l'angle d'une opposition radicale entre deux courants de pensée antagonistes. Or, force est de constater que la plupart des auteurs qui abordent ces questions opèrent une synthèse, selon des proportions variables, entre les différentes approches de la politique. Même les pourfendeurs les plus zélés de la pensée machiavélienne, ou de l'interprétation qu'ils en font, sont obligés de se placer sur le terrain ouvert par l'humanisme florentin : celui des moyens dont usent les Princes, pour assurer leur domination sur leurs sujets, d'une part, pour conserver et accroître leurs États, d'autre part.

Enfin, l'interdiction officielle de l'œuvre d'Érasme en même temps que celle de Machiavel, inscrites toutes deux à l'*Index* romain de 1559<sup>12</sup>, mais pour des raisons opposées, si l'on peut dire, relève d'un même amalgame avec le protestantisme. Pas plus que pour les idées machiavéliennes sur le pouvoir et sur la politique, la mise à l'*Index* de l'érasme ne signifie, loin s'en faut, sa disparition du paysage idéologique espagnol<sup>13</sup>.

Pour toutes ces raisons, la pensée politique espagnole du tournant des XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles semble traversée de contradictions. L'étude des sources et des références, explicites ou implicites, revêt de ce fait une importance particulière. C'est dans ce cadre conceptuel que nous évoquerons ici les influences des auteurs italiens dans la pensée politique de Cerdán de Tallada.

## Les sources du *Veriloquium*

Les quelques réflexions qui suivent sont tirées de l'étude quantitative des citations figurant en marge des deux principaux traités de Cerdán de Tallada consacrés au gouvernement de la Monarchie, le *Verdadero gobierno de la Monarquía*, de 1581, et le *Veriloquium*, de 1604. Nous ne reviendrons pas sur les résultats globaux de cette étude qui feront l'objet d'une publication dans un ouvrage collectif en Espagne<sup>14</sup>. Nous nous

---

<sup>12</sup> L'*Index* publié en Espagne à l'initiative de l'inquisiteur général Valdés en 1559 ne mentionne pas Machiavel. Il faut attendre celui de 1583 pour y trouver l'œuvre de l'humaniste florentin.

<sup>13</sup> BATAILLON M., *Erasmus y España*, Madrid, Alianza, 1993 (réédition de l'édition en langue espagnole de 1952) ; GOMEZ CANSECO L., *El humanismo después de 1600 : Pedro de Valencia*, Séville, Publicaciones de la Universidad, 1993.

<sup>14</sup> GANDOULPHE P., « Trayectorias de la tratadística política y jurídica valenciana : Tomás Cerdán de Tallada, del *Verdadero gobierno de la monarquía* (1581) al *Veriloquium en reglas de Estado* (1604) », *La recuperación de la cultura política en los reinos ibéricos en la primera modernidad, Actas del coloquio internacional, 7 y 8 de noviembre de 2006, Ciudad Real, Universidad de Castilla la Mancha* (volume sous presse, à paraître courant 2008).

attacherons ici à mesurer l'impact, dans le discours de Cerdán de Tallada, des auteurs italiens, depuis les juristes du XIV<sup>e</sup> qui opèrent une nouvelle lecture des grands textes fondateurs du droit, jusqu'à cette période tardive de l'humanisme qu'est l'Europe de la Contre-Réforme.

Parmi les sources *non religieuses*, les références aux œuvres des jurisconsultes, de l'Antiquité, du Moyen-âge et de la Renaissance, sont les plus nombreuses, et de loin<sup>15</sup>. On y trouve aussi bien des références aux jurisconsultes de l'Antiquité : Callistratus, Paulus, Pomponius, et Ulpianus, ce dernier étant l'un des principaux contributeurs à la rédaction des *Digestes* ordonnée par l'empereur Justinien<sup>16</sup>, que des citations ou des idées empruntées aux civilistes italiens Bartolo de Sassoferato et Baldo de Ulbaldi, qui sont sans doute les autorités les plus citées, ainsi qu'aux juristes italiens de la première moitié du XVI<sup>e</sup> siècle, comme Andrea Alciato, auteur des fameux *Emblematum Liber*. Ces œuvres ont connu une large diffusion auprès des juristes espagnols du XVI<sup>e</sup> siècle que cite Cerdán de Tallada, comme Diego de Covarrubias, Fernández de Menchaca et le très célèbre, à l'époque, Gregorio López, dont l'interprétation du recueil des *Siete Partidas* faisait autorité dans la Péninsule<sup>17</sup>. On trouve également les noms plus connus de Domingo de Soto, de Luis de Molina et de Martín de Azpilcueta, souvent nommé *el doctor* Navarro. Ces auteurs sont considérés par José María García Marín comme des précurseurs dans l'élaboration d'une doctrine de la souveraineté<sup>18</sup>.

Les œuvres de ces juristes, ainsi que les œuvres politiques et philosophiques de Dante, le *De monarchia* ou le *Convivio*, le *De militia* de Leonardo Bruni, ont contribué, à introduire le concept de noblesse politique comme fruit de la vertu individuelle à l'encontre de l'idéologie faisant du sang le seul vecteur de la noblesse<sup>19</sup>.

La doctrine des civilistes italiens comporte également, entre autres éléments, toute une réflexion sur l'office et la juridiction visant principalement à les dissocier de la personne qui détient l'office et exerce la juridiction. Il s'agit de développer un argumentaire contre la

---

<sup>15</sup> Elles représentent 638 occurrences sur 753, soit 85% des citations de cette catégorie.

<sup>16</sup> On trouvera une excellente étude sur la question, ainsi que la liste des jurisconsultes romains et de leurs œuvres, dans IGLESIAS REDONDO J., *La técnica de los juristas romanos*, Madrid, Universidad Complutense-Facultad de Derecho, 1987, p. 89-117.

<sup>17</sup> MEGIAS QUIROS J., *La teoría política...*, *op. cit.*, p. 31.

<sup>18</sup> GARCIA MARIN J. M., « La doctrina de la soberanía del monarca (1250-1700) », *Teoría política y gobierno en la Monarquía Hispánica*, Madrid, Centro de estudios políticos y constitucionales, 1998, 321 p. (p. 254-257, 283-287).

<sup>19</sup> GARCIA MARIN J. M., « La doctrina de la soberanía ... », p. 254-257, 283-287.

privatisation des offices, qui était pratique courante, et de défendre l'idée selon laquelle le détenteur de l'office et de la juridiction ne l'est que par délégation d'une instance supérieure. Les juristes cités par de nombreux auteurs espagnols, dont Cerdán de Tallada (Bartolo de Sassoferrato, Baldo de Ubaldis ou Cino de Pistoia) ont des points de vue divergents en ce qui concerne le rapport entre l'office et la juridiction, notamment quand il s'agit de savoir si celle-ci émane du premier, ou si au contraire, l'office n'est que le moyen d'exercice d'une juridiction qui lui est antérieure. En revanche, tous s'accordent à dissocier la personne de l'office qu'elle détient et de la juridiction qu'elle exerce. La réception de cette doctrine forgée au commentaire du Digeste est très importante en Castille aussi bien que dans la couronne d'Aragon. Ce point de vue fait écho, surtout en Castille, aux principes absolutistes qui sous-tendent le Code des *Siete Partidas*, (compilation qui opère une synthèse entre le *Fuero juzgo* de l'Espagne wisigothique et le Droit Romain). Et cela n'est pas sans conséquence sur la construction du discours que tiennent une partie des auteurs politiques du XVI<sup>e</sup> siècle espagnol qui font du roi le vicaire de Dieu sur terre.

Ce discours, qui émane bien souvent des milieux proches du pouvoir royal, tranche avec celui des érudits de l'École de Salamanque. Ces derniers, formés à la lecture de Thomas d'Aquin depuis le retour à Salamanque de Francisco de Vitoria après son séjour à la Sorbonne, soutiennent la thèse selon laquelle la *summa potestas* d'origine divine, est accordée au peuple qui la délègue au roi, ce que résume la formule : *Omnis potestas a Deo per populum*. Ce faisant, pour ce courant de pensée dans lequel se sont inscrits plus tard les jésuite Juan de Mariana et Francisco Suárez, la souveraineté, que les Espagnols au Siècle d'Or désignent par le terme de *potestad*, appartient, en droit naturel, à la communauté et non pas au roi. Or, dans la production juridique des auteurs espagnols contemporains que cite Cerdán de Tallada dans le *Veriloquium*, c'est le premier modèle qui prévaut : le roi seul est le véritable titulaire de la suprême juridiction et lui seul peut en réaliser le transfert, temporel ou perpétuel, à un délégué, officier royal ou détenteur d'un pouvoir seigneurial de juridiction. Cet acte de délégation de juridiction est au cœur de l'exercice du pouvoir et le monarque doit veiller à bien choisir ceux à qui il délègue le sien. C'est d'ailleurs en s'appuyant sur une citation de Baldo de Ubaldis que Cerdán de Tallada rappelle combien il est important que le roi sache nommer des officiers de qualités au chapitre IV du *Veriloquium*.

Si les auteurs précédemment cités, et qui appartiennent à cette tradition que les historiens du droit appellent le *mos italicum*, occupent une place importante parmi les références juridiques, Cerdán de Tallada n'ignore pas non plus l'apport du *mos gallicum* des juristes français du

XVI<sup>e</sup> siècle, notamment Barthélemy de Chasseneuz, Jacques Cujas et Guillaume Budé.

Toujours parmi les sources que nous avons qualifiées précédemment de *non religieuses*, nous trouvons un second ensemble formé par les œuvres politiques ou historiques<sup>20</sup>. Parmi les principaux ouvrages cités, on trouve un certain nombre de traités de la fin du Moyen-âge, notamment deux œuvres classiques, le *De regimine principum* rédigé par Gilles de Rome (Egidius Colonna) dans la seconde moitié du XIII<sup>e</sup> siècle à la demande de Philippe le Hardi pour servir à l'éducation de son fils, Philippe le Bel et le *Speculum principum ac iustitiæ*, rédigé par Pedro Belluga en 1440 et publié à deux reprises au XVI<sup>e</sup> siècle, une première fois en 1530 à Paris, et une seconde en 1580 à Venise, ainsi que dans la deuxième moitié du XVII<sup>e</sup> siècle, en 1655 à Bruxelles, preuve de l'intérêt que suscitait encore cet ouvrage plus de deux siècles après sa conception<sup>21</sup>. Un autre auteur plusieurs fois cités par Cerdán de Tallada est l'humaniste italien Francesco Patrizzi, dont l'ouvrage intitulé *De institutione Reipublicae*, rédigé dans la seconde moitié du XV<sup>e</sup> siècle fut traduit en espagnol et publié en 1591.

Il est remarquable que l'on trouve une citation de Machiavel, tirée des *Discorsi sopra la prima deca de Tito Livio*, traitée par Cerdán de Tallada sans aucune précaution particulière dans le texte, car il ne semble pas être dans les intentions du juriste valencien de prendre part à la polémique anti-machiavélienne<sup>22</sup>. La référence vient à l'appui, dans le chapitre XVI, d'une diatribe contre l'oisiveté, source de tous les maux d'une société. En revanche, nous avons remarqué que le nom de Machiavel ne figurait pas dans la liste des auteurs cités dont nous avons brièvement parlé plus haut. Ce n'est pas le seul oubli de cette table, mais nous pensons que pour ce cas précis, il s'agit d'une forme d'autocensure de la part de notre auteur, car il est évident qu'il n'était pas correct de se référer au scandaleux Machiavel, sauf pour vilipender sa pensée, ce qui n'est pas le cas ici. Dans le traité publié en 1582, le *Verdadero gobierno*, Cerdán de Tallada se référait

---

<sup>20</sup> Elles représentent un ensemble de 76 citations, soit à peu près 10% des références de cette catégorie.

<sup>21</sup> Une édition numérique de l'édition de 1530 de ce texte est annoncée par la *Biblioteca Valenciana*.

<sup>22</sup> Le fait est qu'en Espagne, l'œuvre de Machiavel fut mise à l'*Index* des ouvrages interdits plus tard qu'à Rome : le Florentin fait partie des auteurs interdits par l'*Index* romain de 1564, alors que le premier *Index* de l'Inquisition espagnole qui le mentionne est celui de 1583-84. S'il était encore licite de mentionner Machiavel lorsque Cerdán publia le *Verdadero gobierno*, en 1582, cela faisait vingt ans que ce ne l'était plus en 1604.

encore plus explicitement aux *Discorsi* de Machiavel, dans le Prologue au lecteur, puis dans le corps du texte, à l'appui de sa réflexion sur la fonction sociale et politique de la religion comme fondement de la paix civile. De toute évidence, l'œuvre de l'humaniste florentin constitue pour Cerdán de Tallada une référence importante qui a nourri son approche pragmatique des phénomènes sociaux et politiques qu'il étudie. Cette attitude tranche avec la forte tonalité anti-machiavélienne qu'adoptent la plupart des auteurs de son temps.

Parmi les auteurs de la seconde moitié du XVI<sup>e</sup> siècle, Pierre Grégoire et Fadrique Furió Ceriol sont les plus cités. Cerdán de Tallada mentionne à plusieurs reprises le *De Republica* de Pierre Grégoire de Toulouse, publié en 1596. Nous reviendrons plus loin sur l'apport de ce juriste français à l'œuvre de Cerdán de Tallada. Pour ce qui est du premier, nous soulignerons l'influence directe que le Valencien Furió Ceriol et son *Concejo y consejeros del Príncipe* publié en 1559 à Anvers, exercent sur la pensée de son compatriote. Cerdán de Tallada le cite abondamment dans les chapitres consacrés au Conseil du roi et dont il reprend un certain nombre d'idées relatives aux qualités intellectuelles que doivent posséder les conseillers

Quoiqu'il ne les cite pas aussi fréquemment que les précédents, Cerdán de Tallada, commente abondamment les quelques citations tirées de deux auteurs majeurs de la pensée politique de la deuxième moitié du XVI<sup>e</sup> siècle : Jean Bodin et Giovanni Botero. L'œuvre du premier, *Les six livres de la République*, parue en 1577, lui est connue par sa traduction en espagnol de Gaspar de Añastro e Izunza, *Los seis libros de la República. Traducidos de la lengua francesa y enmendados catholicamente*, publiée à Turin en 1590. Le juriste angevin est cité dans les pages consacrées à la définition de l'État et aux limitations imposées au pouvoir monarchique.

Quant à l'Italien Botero, auteur de *Della Ragion di Stato*, publiée en 1589, et traduite à la demande de Philippe II en 1591<sup>23</sup>, s'il n'est cité que deux fois : la première, à l'appui d'une considération sur la nécessité de limiter les sorties de métaux précieux du territoire de la monarchie hispanique<sup>24</sup>, et la seconde, pour étayer le discours sur le secret dans

---

<sup>23</sup> La traduction réalisée par Antonio de Herrera y Tordesillas est publiée en 1593, sous le titre de : *Diez libros De la razón de Estado Texto impreso ; con tres libros de las causas de la grandeza y magnificencia de las ciudades de Iuan Botero*. Nous avons le projet d'étudier cette traduction, afin d'en évaluer la fidélité au texte original.

<sup>24</sup> *Veriloquium*, chapitre XI, p. 138.

l'exercice du pouvoir<sup>25</sup>, son influence dans la pensée de Cerdán de Tallada semble être déterminante.

On a vu dans le paratexte du *Veriloquium*, la marque d'une vision botérienne de la politique. L'utilisation du concept de *razón de Estado*, au fil des chapitres du traité, dénote la volonté de nommer ce qui apparaît chez Cerdán de Tallada, ainsi que chez Botero, comme un principe de rationalisation de la vie politique compatible avec une justification religieuse du pouvoir politique<sup>26</sup>. À l'instar de Botero, Cerdán de Tallada admet et justifie un certain nombre d'actions que la morale chrétienne réprouve et que condamnent les idéalistes comme Érasme et ses disciples espagnols. Le secret et la dissimulation sont ainsi des moyens nécessaires, dont celui qui gouverne ne peut se passer sous peine de voir son action réduite à l'impuissance :

La conservation et l'accroissement [des armes et des lois] selon les règles de l'État, reposent, de mon point de vue, sur deux choses qui dépendent des vertus morales de la prudence et de la justice ; à savoir, la prévoyance et l'observation, dont l'esprit et l'âme, selon la raison d'État, sont le secret. En effet, il est certain que la prévoyance serait de peu de profit si l'on n'exécutait pas ce qui a été décidé. Or, le principal obstacle à cela est de ne pas garder secrètes les déterminations<sup>27</sup>.

Si l'on peut raisonnablement admettre l'influence de Botero dans la façon dont Cerdán de Tallada envisage l'action politique, en revanche, la réflexion économique, *lato sensu*, du Piémontais ne semble pas avoir suscité le même intérêt chez notre auteur. En effet, dans les pages du *Veriloquium* où sont abordés les questions relatives au commerce et à la production de richesses, ces sujets ne sont envisagés que sous un angle extrêmement formel, juridique et fiscal. Il ne s'agit pas pour Cerdán de Tallada de réfléchir aux conditions de production des richesses mais de dénoncer les travers de la fiscalité et les dysfonctionnements dans la perception des impôts et des taxes. Ce que le juriste valencien a en ligne de mire, c'est l'enrichissement du roi dont dépend sa capacité à *conserver et accroître* son pouvoir sur l'État, non pas celui du royaume dans son ensemble. Il n'opère pas la rupture que Botero et d'autres réalisent en plaçant la question économique au cœur de la réflexion sur le

---

<sup>25</sup> *Ibid.*, chapitre IV, p. 70.

<sup>26</sup> Nous ne pouvons développer cette question dans le cadre de cet article et nous renvoyons à la consultation de : GANDOULPHE P., *Tomás Cerdán de Tallada, entre humanisme chrétien et utilitarisme politique*, op. cit. p. 67-107.

<sup>27</sup> *Veriloquium*, Dédicace au roi, sf., p. 17.

gouvernement<sup>28</sup>. Pourtant, avec la traduction de la *Ragione di Stato*, est publiée, dans un même volume, celle de *Delle cause della grandezza delle città* et dès leur publication, les *Relazioni universali* ont eu un fort retentissement en Espagne.

On peut s'interroger sur ce constat. Cette lacune peut-être attribuée au caractère un peu frustré d'une pensée encore fortement empreinte d'un juridisme scolastique, où la recherche des causes prime parfois l'observation des faits, où la démonstration repose sur une démarche tantôt déductive, tantôt inductive ; une pensée qui, en bref, n'atteint pas la hauteur de celle d'un Botero. Mais une autre hypothèse peut être avancée.

Nous avons souligné dans les pages précédentes que Pierre Grégoire de Toulouse est le juriste contemporain le plus cité par Cerdán de Tallada dans les passages les plus sensibles de son traité, au chapitre premier notamment, où l'auteur propose une définition de l'État, mais aussi en divers endroits de sa démonstration. Or, le *De Republica* de Pierre Grégoire, dont s'inspire abondamment notre auteur, est une réponse aux théories absolutistes de Jean Bodin sur la souveraineté qui s'appuie sur une lecture exclusivement juridique du discours de Botero dans la *Ragion di Stato*, dont il traduit quasiment mot à mot les premières phrases<sup>29</sup>.

Cela pourrait expliquer le décalage observé entre le peu de citations que fait Cerdán de Tallada de l'œuvre du jésuite piémontais et la forte tonalité *botérienne* de son discours sur l'État, le pouvoir du prince et les moyens de l'action politique.

## Conclusion

Dans son *Veriloquium en reglas de Estado*, Tomás Cerdán de Tallada s'inspire largement des grands auteurs du *mos italicum* qui ont renouvelé la connaissance du droit romain dans l'Italie du XIV<sup>e</sup> siècle. C'est pour ainsi dire naturel pour un juriste formé dans une péninsule ibérique où les thèses des civilistes italiens, qui font écho aux principes absolutistes présents dans

---

<sup>28</sup> FOUCAULT M., *Sécurité, territoire, population. Cours du Collège de France, 1977-1978*, Paris, Gallimard-Seuil, p. 91-118.

<sup>29</sup> Sur l'œuvre de Pierre Grégoire et sa réception en Europe, on lira avec profit : QUAGLIONI D., « La prima recezione della *Ragion di Stato* in Francia. Il *De Republica* di Pierre Grégoire (1591) », *Botero e la 'Ragion di Stato'*, Firenze, Olschki, 1992, p. 395-403 ; GAMBINO L., *Il De Republica di Pierre Grégoire : ordine politico e monarchia nella Francia di fine del Cinquecento*, Milan, Giuffrè, 1978 et RODRIGUEZ PUERTO M. J., *La modernidad discutida : « iurisprudencia » frente a iusnaturalismo en el siglo XVI*, Cádiz, Universidad de Cádiz, 1998.

le code des *Siete Partidas*, ont été largement assimilées et enseignées par les grandes figures du droit castillan. Plus surprenants sont le pragmatisme et la neutralité avec lesquels Cerdán de Tallada se réfère explicitement à Machiavel, ou s'en inspire implicitement, à un moment de l'histoire de l'Espagne où le rejet de la pensée de l'humaniste florentin, au moins de façon formelle, affiché comme un gage d'orthodoxie, semble faire consensus pour la plupart des auteurs de traités politiques contemporains.

Enfin, s'il est certain que Cerdán de Tallada a eu connaissance des idées développées par Giovanni Botero dans la *Ragion di Stato* sur le gouvernement de l'État, son manque d'intérêt pour les questions économiques pourrait bien s'expliquer par le fait que la pensée du Piémontais lui a été transmise à travers le filtre du juriste français Pierre Grégoire de Toulouse. Question d'affinités intellectuelles : sans doute, Cerdán de Tallada, juriste de formation et magistrat au sein de l'Audience de Valence, était-il plus sensible au discours d'un juriste qu'à celui d'un ecclésiastique.

De ce point de vue, Cerdán de Tallada ne fait pas vraiment exception dans l'Espagne de son temps où peu d'auteurs de traités sur le gouvernement et l'art de gouverner se penchent sur l'épineuse question de la production des richesses autrement que sous l'angle de la fiscalité, ou bien de la moralité de l'activité commerciale. Pourtant, la réflexion économique n'est pas absente de la littérature politique espagnole : elle a été développée par Luis Ortiz en 1558, précurseur des théories mercantilistes. Mais au tournant des XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles, ce sont les *arbitristas* qui, laissant de côté les spéculations sur le pouvoir du Prince, vont se faire l'écho de ces préoccupations nouvelles en s'inspirant largement des commentaires de Botero dans ses *Relazioni*.